

10 points forts de RESOFOP 2015

Préambule

Cette enquête a été réalisée dans la suite des enquêtes RESOFOP 2011 et de structure SSP 2012. Donc, la présente note ne revient pas sur les points déjà actés, et intégrera les nouveaux résultats de celles-ci.

10 résultats importants

1. Intérêts portés à ses bois

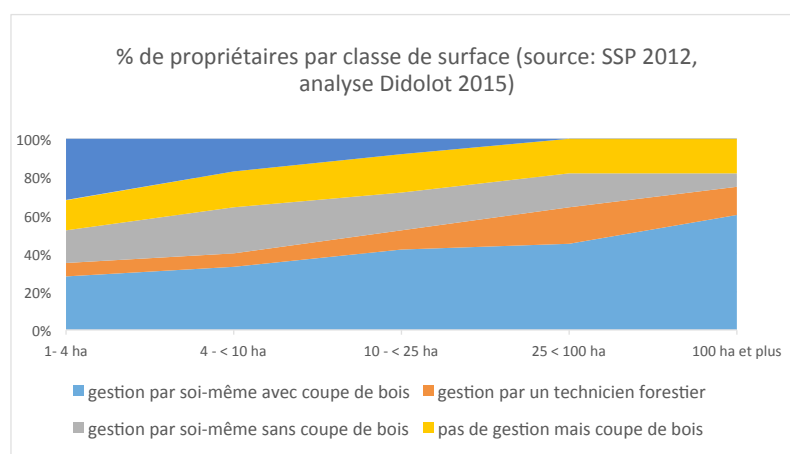
L'intérêt va croissant en fonction de la classe de surface possédée, mais n'est jamais inférieur à 81 %. Par ailleurs, le nombre moyen de centre d'intérêt du propriétaire augmente avec la classe de surface. En d'autres termes, plus la surface possédée est importante, plus les attentes vis-à-vis de la forêt sont diverses.

L'attachement sentimental, la préservation de la biodiversité, le plaisir et les autres produits de la forêt arrivent généralement en tête et sont indépendants de la surface possédée, tandis que le régime fiscal et la chasse sont liés à la surface. La production de bois concerne plus les propriétaires de plus de 100 ha, seule classe de surface où elle dépasse la biodiversité.

2. La gestion forestière n'implique pas la récolte des bois

La discussion sur le mot gestion permet de définir cinq cas de figure :

- Le propriétaire gère sa forêt, et a coupé ou va couper du bois indépendamment de savoir qui coupe (propriétaire, exploitant forestier, ou tierce personne) qualifié de « **gère lui-même et coupe** » ;
- Le propriétaire ne gère pas sa forêt, mais la fait gérer par un gestionnaire forestier, qualifiée de « **fait gérer** » ;
- Le propriétaire ne gère pas sa forêt, ne la fait pas gérer par un gestionnaire forestier, et n'a pas coupé ou ne va pas couper du bois qualifiée de gère lui-même sans couper ;
- Le propriétaire ne gère pas sa forêt, ne la fait pas gérer par un gestionnaire forestier, et a coupé ou va couper du bois indépendamment de savoir qui coupe (propriétaire, exploitant forestier, ou tierce personne) qualifiée de ne gère pas mais coupe ;
- Le propriétaire ne gère pas sa forêt, ne la fait pas gérer par un technicien forestier, et n'a pas coupé ou ne va pas couper du bois de ne gère pas et ne coupe pas.



Ils aboutissent au graphique ci-après tiré de l'enquête SSP 2012:

Graphique N°1 : pourcentage de propriétaires en fonction de leur mode de gestion par classe de surface – données Ministère de

La forêt réellement non gérée est très minoritaire. Par contre, la gestion par soi-même, qualifiée comme telle par le propriétaire, mais sans coupe de bois passée, ou l'absence de gestion mais avec des coupes passées de bois représentent des effectifs importants. Ceci revient à s'interroger sur le sens perçu du mot gestion qui apparaît comme pouvant être déconnecté de la récolte de bois.

3. Mais le consentement à couper est important

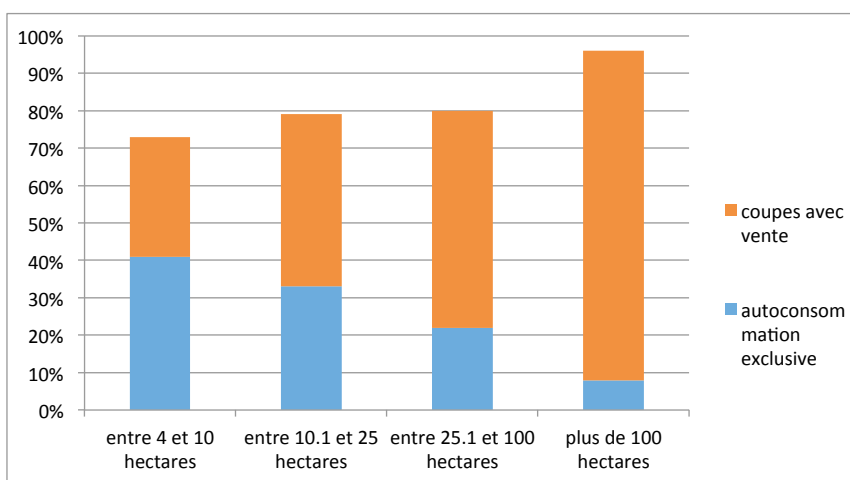
Le consentement à couper est relativement important, (73 % au minimum, pour les petites propriétés). La principale raison du refus de la coupe est la jeunesse des forêts.

La non-utilisation des services offerts par les organismes n'est pas uniquement liée à leur méconnaissance. Les coopératives dominent, mais elles ne sont pas les seules.

4. La coupe n'implique pas la commercialisation des bois

La coupe de bois n'implique pas automatiquement la commercialisation.

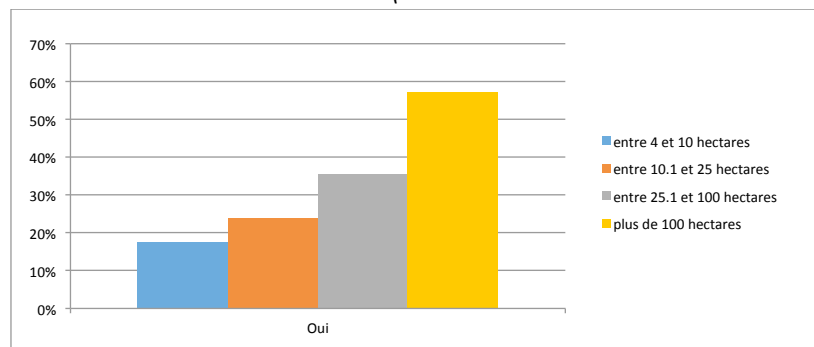
Graphique N°2 : Pourcentage en nombre de propriétaires par classe de surface coupant du bois pour leur autoconsommation exclusive ou commercialisant du bois (source : données RESOFOP 2015 – Analyse CNPF 2015)



La commercialisation des bois ne concerne qu'une partie des propriétaires concernés, la proportion de ceux qui commercialisent augmentant avec la surface.

Dans le cas du bois d'œuvre, nous avons le graphique ci-après :

Graphique N°3 : Pourcentage en nombre de propriétaires par classe de surface commercialisant ou prévoyant de commercialiser du bois d'œuvre (source : données RESOFOP 2015 – Analyse CNPF 2015)

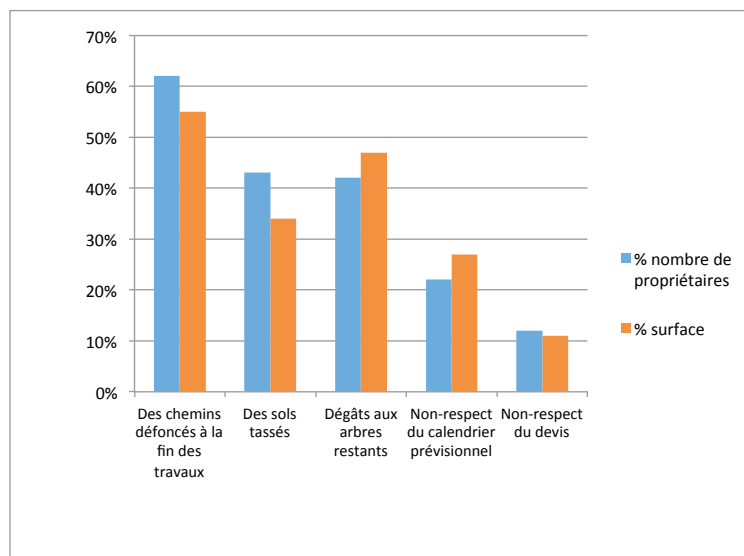


La commercialisation de bois d'œuvre est nettement liée à la surface.

5. Les déboires quand on a fait couper sont minoritaires

17 % des propriétaires déclarent avoir subi des déboires pour 18 % de la surface.

Graphique N°4 :



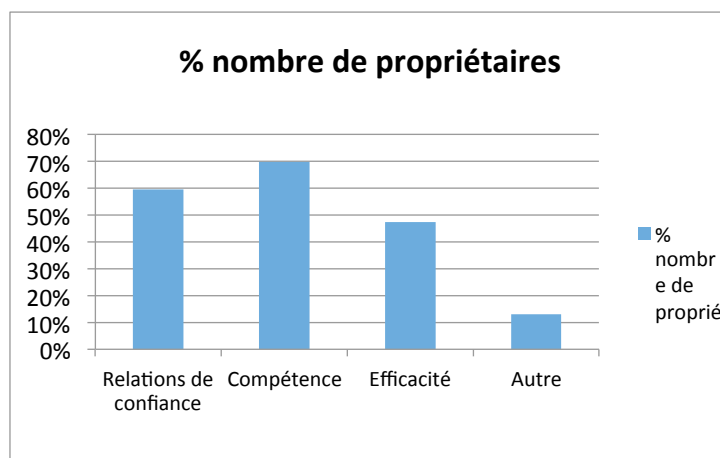
Les dégâts sur les chemins dominant et sont présents dans plus de la moitié des cas ; ils sont facilement visibles pour les tierces personnes avec un effet multiplicateur en matière de perception des travaux d'exploitation, Ceci est net un jour de pluie à la fin de l'hiver... Les sols tassés et les arbres abimés sont plutôt visibles par le propriétaire, même si les conséquences sur la fertilité de la parcelle et l'avenir du peuplement sont plus importantes à long terme.

Le pourcentage de personnes concernées peut paraître faible. Cependant il convient de ne pas oublier la règle classique qu'une personne mécontente le dit à dix autres personnes. Ce qui peut aboutir à une impression générale négative, malgré les efforts de la majorité des professionnels, avec un arrière-plan : "les exploitants forestiers sont ...".

6. La confiance, facteur clé pour agir

Un prestataire de confiance est compétent, à l'écoute du propriétaire, et efficace (prix, délais).

La délégation des travaux, pour partie ou en totalité, intéresse plus les propriétaires les plus importants, tandis que la réalisation des travaux par soi-même concerne plus les propriétés de moins de 25 hectares. Les besoins d'information supplémentaire intéresse plus les propriétés de plus de 100 hectares, tandis qu'ils sont relativement restreints pour celles de dimension inférieures. L'appel à une tierce personne, que ce soit quelqu'un de proche ou une personne indépendante pour conseiller, oscille entre 15% et 20%, de façon relativement indépendante de la surface. Les informations et conseils complémentaires liés aux travaux intéressent plus les propriétaires ayant les surfaces les plus importantes.



Graphique N° 5 : Critères de choix d'un personnel de confiance (source : données RESOFOP 2015 – Analyse CNPF 2015)

Les critères de choix de la personne de confiance ont été posés à ceux qui envisagent de travailler avec un professionnel de confiance. Les réponses se rapportant aux relations qualitatives entre le propriétaire et le technicien ont été regroupées sous relations de confiance.

Si la compétence technique arrive largement en premier, elle est suivie par sa relation avec le propriétaire, en termes d'écoute et de respect du point de vue, que de connaissance de la propriété, de la clarté des explications ou de la pédagogie, et enfin par son efficacité. Ceci montre une volonté de ne pas être dépossédé de la gestion de la propriété pour une partie importante de ces mêmes propriétaires

7. Intentions d'agrandir la surface boisée

Les souhaits d'achat sont importants, et concernent 24 % des propriétés qui couvrent 54 % de la surface. Leur analyse par classe de surface montre que ces chiffres varient de 20 % pour les propriétés d'une superficie comprise entre 4 et 10 ha jusqu'à 45 % pour celles de 100 ha et plus, de façon relativement régulière, les surfaces concernées étant globalement similaires. Ceci semble indiquer que le facteur surface possédée est important, peut-être plus que les autres. Est-ce aussi à dire qu'il y a un mouvement d'agrégation autour de propriétés importantes, et notamment des groupements forestiers et autres formes de société civile immobilière ?

Quand nous regardons les motifs d'achat, l'agrandissement du patrimoine domine, il représente 11 % des propriétés, l'analyse par classe de surface confirmant les tendances générales évoquées précédemment. La réduction du morcellement ne vient qu'ensuite, avec 4 % des propriétés ; ce motif est important pour les propriétés de plus de 25 ha. Les autres raisons ne viennent qu'ensuite ; les données disponibles à ce stade de l'analyse ne nous permettent pas de répondre. En tous cas, ceci montre que le morcellement n'est pas ressenti comme un frein par la majorité des propriétaires forestiers, avec un décalage de vision sur cette thématique entre les propriétés les plus importantes et les autres.

Les femmes sont plus dans une logique de stabilité du bien que les hommes et ont moins de projet sur l'évolution foncière de leur bien forestier, au contraire des hommes.

8. Les documents de gestion durable, expression d'un projet, sont bien suivis

Le taux de suivi des documents de gestion est élevé.

Les documents de gestion durable sont bien suivis, alors même que les perturbations économiques (cours du bois, crise économique) et techniques (problèmes phytosanitaires, dégâts de gibiers, tempêtes, changement climatique, etc.) sans même parler de l'établissement de programmes trop volontaristes tendent à en rendre leur mise en œuvre plus difficile que prévu. Mais le projet personnel est appliqué, malgré tout.

Le taux de réalisation augmente en fonction de la surface possédée. Les femmes réalisent, toutes proportions gardées, plus les documents de gestion durable que les hommes. Le taux de réalisation à 100 % est plus le fait des personnes ayant suivi une formation supérieure, tandis que ceux qui ont un niveau inférieur au baccalauréat ont tendance à moins le suivre.

9. Niveaux de formation très variés

Le niveau de formation est très varié ; 48 % de la population enquêtée n'a pas le baccalauréat et possède 36 % de la surface avec des surfaces moyennes inférieures à celle générale. A contrario, 22 % de ces mêmes répondants détient 35 % de la surface pour une surface moyenne dépassant celle générale. Ceci implique, pour pouvoir appliquer une ou des politiques en forêt privée, d'avoir des discours et des langages qui puissent faire sens auprès de tous, la richesse sinon la technicité du vocabulaire étant un des paramètres majeurs ; il est lié aussi aux objectifs potentiels de la forêt possédée (autoconsommation, commercialisation du bois).

10. Besoins d'information et de conseils très important

Le besoin de conseil technique sur le terrain prédomine nettement, les autres éléments ne venant qu'ensuite.

Dans le cas où les personnes ont besoin de conseils pour les coupes ou les travaux à faire dans les prochaines années, l'origine du conseil est abordée. Ceci est postérieur à la prise de décision de principe qui a fait l'objet d'une information spécifique.

Il y a contrôle de l'information dans 38 % des cas pour 45 % de la surface.

Quand il y a vérification, elle se fait selon des sources variées avec, en tête d'autres techniciens forestiers, suivis de la famille et amis, les presses techniques régionales et les sites internet étant ensuite pratiquement à égalité. Les presses techniques nationales et les livres n'arrivent qu'ensuite.

Un schéma opérationnel semble se dessiner au vu de cette enquête et des précédentes :

Le propriétaire s'informe par lui-même, en utilisant différents canaux et relations. La situation actuelle, nécessite le contact individuel avec un technicien dans le but d'élaborer un projet approprié par le propriétaire et tenant donc compte de ses attentes. Le développement des risques, se traduit par un embouteillage des craintes et donc un risque d'inaction. L'absence de mobilisation de bois est alors la conséquence de celui-ci. Ceci implique d'intégrer l'autoconsommation réelle ou potentielle de bois de feu afin d'assurer sa sécurité en la matière, que ce soit en termes de quantité que de pérennité de celle-ci, avec donc des conséquences sylvicoles.